

Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation

M. McDermid: Ce n'est pas ce qu'il m'a dit. Je me suis entretenu avec Spencer au téléphone.

M. Murphy: La personne dont je veux parler s'appelle Bill Jonas. J'ignore à qui vous faites allusion. Sans doute une anomalie de plus. Je tiens à dire, en terminant, que nous ne comprenons pas pourquoi le gouvernement a refusé d'aller en appel et de se battre pour nous. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Si nous avions perdu, nous aurions quand même pu nous rabattre sur le droit de 15 p. 100 à l'exportation. Ce faisant, on aurait soutenu les intérêts canadiens et lutté pour notre industrie.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir présenter aujourd'hui quelques brèves observations au sujet du projet de loi C-37 et, notamment, de la motion proposée par mon chef: Que le projet de loi C-37 ne soit pas maintenant lu pour la 2^e fois mais qu'il soit lu pour la 2^e fois dans six mois à compter de ce jour.

Ce que le gouvernement essaie de faire avec ce projet de loi est bien évident. On a parlé à ce sujet d'abandon de la souveraineté du Canada et c'est bel et bien le cas. Au cours des deux dernières années et demie, le gouvernement a eu l'occasion, par le truchement du premier ministre (M. Mulroney), de se vanter de relations très étroites avec le président Reagan et le gouvernement américain. On a souvent dit à la Chambre et, en fait, dans tout le pays que de nouvelles relations s'étaient nouées au lendemain de l'élection du gouvernement progressiste conservateur. Ma foi, qu'ont donné ces relations supposément nouvelles et étroites avec le gouvernement américain?

Au cours des deux dernières années, on a pu constater maintes et maintes fois que le gouvernement conservateur et, notamment, le premier ministre étaient disposés à réduire la souveraineté du Canada, à la sacrifier en fait. Les observateurs, les journalistes et les Canadiens en général s'interrogent sur la crédibilité du gouvernement lorsqu'ils l'entendent dire qu'il défend les intérêts des Canadiens. Comme le savent les députés, le gouvernement subit en ce moment une crise de crédibilité. Notre gouvernement est désespéré. Dernièrement et comme ne l'ignorent pas les Canadiens, le gouvernement a perdu la confiance de ses administrés.

● (1630)

Nous, libéraux, n'aimons pas en général commenter les sondages d'opinion...

Des voix: Oh, Oh!

M. Nunziata: ... mais je ne peux m'empêcher de dire ici quelques mots sur les résultats des sondages qui ont été publiés ces dernières semaines.

Que révèlent ces données? Qu'une certaine tendance se poursuit depuis deux ans et demi. Je ne parle pas de ce sondage Gallup ou d'un sondage d'Angus Reid en particulier. Le 4 septembre 1984, le gouvernement a été élu avec une imposante majorité. Ce fut ensuite la lune de miel en matière de soutien populaire. Sa côte de popularité a continué de monter au cours de cette période. Cette côte de popularité s'est mise à baisser dès que les Canadiens se furent rendu compte qu'ils avaient été bernés pendant la campagne par les belles promesses du premier ministre et du parti conservateur. C'est alors que la côte de popularité des conservateurs s'est mise à tomber en chute libre. Où se situe ce parti aujourd'hui? Il est le troisième du Canada dans la faveur populaire. Le premier ministre est le

chef du troisième parti du Canada. C'est la première fois, depuis quelque 20 ans qu'un gouvernement est moins populaire auprès de l'électorat que le parti à notre gauche, le Nouveau parti démocratique.

Il faut donc que le premier ministre et son parti fassent maintenant un examen de conscience, qu'ils se demandent pourquoi les Canadiens ne leur font plus confiance. Pourquoi les conservateurs ne jouissent-ils plus que de l'appui de 28 ou 29 p. 100 des électeurs? La réponse saute aux yeux. C'est parce que nos concitoyens n'aiment guère ce qu'ils voient. Ils ne sont pas d'accord avec le gouvernement. Ils sont contre le favoritisme politique, contre tous les scandales sous lesquels ploie un gouvernement à l'agonie. Ils ne souscrivent pas aux mesures qu'il a prises. Ils sont contre ce que fait le premier ministre sur le plan de la souveraineté nationale et dans le domaine des relations canado-américaines.

Nos concitoyens sont fiers d'être Canadiens où qu'ils habitent dans ce grand pays. Le gouvernement conservateur ne s'en rend pas compte. Le gouvernement conservateur et le premier ministre ne comprennent pas qu'ils feraient des sacrifices pour demeurer Canadiens, pour conserver leur souveraineté et leur indépendance. Nous voulons être différents. Nous ne voulons pas devenir le cinquante-deuxième État américain. Et pourtant, le premier ministre est prêt à troquer notre pays contre la volonté du peuple du Canada.

Madame la Présidente, vous n'avez pas oublié ce qui est arrivé à l'ex-ministre de l'Expansion industrielle régionale. Personne ne l'ignore. Il est intervenu une fois à la Chambre pour nous annoncer que le gouvernement mettrait la hache dans l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Il a déclaré que le Canada était maintenant ouvert aux entreprises. D'un bout à l'autre du pays, cette déclaration faisait la manchette des journaux. Le premier ministre a annoncé au monde entier: «Nous sommes ouverts aux entreprises. Étrangers, venez chez-nous».

Les Canadiens ont réagi. Ils ont dit que le Canada avait toujours été accueillant pour les entrepreneurs. Ils ont dit qu'ils ne voulaient pas vendre leur pays. Ils ont demandé au premier ministre ce qu'il faisait d'Investissement Canada et nous sommes maintenant saisis du projet de loi C-37 intitulé: «Loi concernant l'imposition d'un droit à l'exportation sur certains produits de bois d'oeuvre».

Je ne peux conclure mes remarques de cet après-midi sans faire un bref commentaire en passant sur la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Si vous vous souvenez, madame la Présidente, quand elle a reçu son portefeuille, le quart arrière, le premier ministre, a dit: «Je lui ai donné le ballon. Regardez-là courir». Le gouvernement du Canada était sur la ligne des buts. Il n'avait qu'à passer cette ligne pour marquer. Pourtant, qu'est-ce que la ministre du Commerce extérieur a fait? Elle a hésité sur la ligne des buts. Elle n'a même pas pu conserver le ballon. Elle a déclaré en Chambre au peuple canadien: «Je me battrais farouchement pour les intérêts canadiens. Nous avons fait une offre et elle est finale». Un ou deux jours plus tard, elle a dit: «Nous avons fait une autre offre et finale». Comme le gouvernement et le premier ministre, la ministre du Commerce extérieur souffre d'un problème de crédibilité. Peut-être est-ce dû à son séjour à Hawaï où elle s'est dorée au soleil en mangeant des ananas et en sirotant des margaritas et